



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le dix neuf février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 13 février 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Fabienne MALANDAIN donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 19 février 2024

M_DL240219_015

COMMERCES - CONVENTION DE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ANNÉE 2024 - UNION COMMERCIALE LES ENSEIGNES DE MONTI LA NOUVELLE UNION COMMERCIALE DE MONTIVILLIERS - SIGNATURE - AUTORISATION

Madame Pascale GALAIS Adjointe au maire - Afin de pérenniser le tissu commercial existant, il est proposé d'accompagner financièrement l'union commerciale « Les enseignes de Monti – La nouvelle union commerciale de Montivilliers », association régie par la loi du 1er juillet 1901, – La nouvelle union commerciale de Montivilliers dans le cadre de son programme d'animations commerciales. L'accompagnement est régi par une convention pluriannuelle d'objectifs 2022 – 2024 à laquelle sera associée annuellement une annexe listant les projets, les frais engagés et le montant accordé pour les 3 axes suivants :

AXE 1 – Animations commerciales du centre-ville

AXE 2 – Formation des commerçants ou projets structurants

AXE 3 – Animation(s) en partenariat avec la Mairie ou d'autres unions commerciales

Pour notre ville la subvention est votée annuellement par le Conseil municipal. En 2024, la subvention de fonctionnement attribuée s'élève à 3 000 euros.

Cette convention permet à la commune de prendre connaissance des animations de l'union commerciale « Les enseignes de Monti – La nouvelle union commerciale de Montivilliers» et ainsi de s'associer au bon déroulement de ces dernières, et de leur cohabitation avec les programmations de la ville ; d'autre part à l'union commerciale de bénéficier d'une subvention renouvelée annuellement sur la période 2022 – 2024 lui permettant de créer des événements récurrents.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT

- Qu'il est important de soutenir l'union commerciale « Les enseignes de Monti – La nouvelle union commerciale de Montivilliers », association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont les animations commerciales contribuent à l'attractivité de la ville ;
- Qu'une convention pluriannuelle d'objectifs offre une garantie sur le long terme d'octroi de subvention à l'union commerciale « Les enseignes de Monti la nouvelle union commerciale de Montivilliers » et permet l'organisation d'animations récurrentes ;
- Que la ville de Montivilliers souhaite accorder une subvention de fonctionnement de 3 000 euros à l'union commerciale « Les enseignes de Monti » pour l'année 2024 ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Sa commission municipale n°6, Attractivité du territoire et Urbanisme réunie le 14 février 2024 consultée

VU le rapport de Madame **Pascale GALAIS**, Adjointe au Maire en charge de la Vie économique, des Commerces, de l'Attractivité du territoire et de l'Accès aux soins ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- D'autoriser Monsieur le maire à signer la convention de subvention de fonctionnement pour l'année 2024 avec l'union commerciale « Les enseignes de Monti - La nouvelle union commerciale de Montivilliers », représentée par son Président, ainsi que toute annexe à la convention ;
- D'attribuer une subvention de 3 000 euros à l'union commerciale « Les enseignes de Monti - La nouvelle union commerciale de Montivilliers »
pour l'année 2024 selon les modalités définies dans la convention établie entre la ville et l'association.

Imputation budgétaire

Exercice 2024

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 65 - 6584

Nature et intitulé : Subventions de fonctionnement aux associations et autres personnes de droit privé

Montant de la dépense : 3000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourse citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr